

ECO GROUP S.A.

R.C.S. Luxembourg B181815

Société Anonyme

L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie

NUMERO 4875

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 27
DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre.

Pardevant Nous Maître Roger **ARRENSDORFF**, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné ;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire, (l'"**Assemblée**") des actionnaires de la société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "**ECO GROUP S.A.**", établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 181815 (la "**Société**"), constituée en date du 12 novembre 2013 suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 68 du 8 janvier 2014. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 16 mai 2014, suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2026 du 1er août 2014.

L'Assemblée est présidée par Sophie BECKER, employée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 43, Boulevard du Prince Henri.

Le Président désigne Mathieu RASO, employé, demeurant professionnellement à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Mathieu RASO, employé, demeurant professionnellement à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

ORDRE DU JOUR:

1. Réduction du capital social à concurrence d'un montant de trois millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents euros (3.499.500,- EUR) pour le ramener de son montant actuel de trois millions cinq cent trente et un mille euros (3.531.000,- EUR) à trente et un mille cinq cents euros (31.500,- EUR), par l'annulation de trois millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent (3.499.500) actions émises par la Société ECO GROUP S.A. et sans remboursement aux actionnaires, le montant de trois millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent euros (3.499.500,- EUR) étant affecté à une réserve disponible et librement distribuable ;

2. Transfert du siège social de la Société du Luxembourg en Italie et, par conséquent, changement de nationalité de la Société, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes ;

3. Détermination du siège social à I-20123 Milan, Piazza Pio XI, 1 ;

4. Fixation du terme de la Société au 31 décembre 2050;

5. Détermination de la forme sociale et, par conséquent, de la raison sociale de la Société en vertu des lois italiennes, modification et refonte subséquente des statuts de la Société conformément aux prescriptions de la loi italienne;

6. Confirmation que par le transfert du siège social la Société n'est pas dissoute au Luxembourg ni liquidée et gardera sa personnalité juridique, en conséquence ce transfert comportera aussi le transfert en Italie de tous ses avoirs, de tout l'actif et de tout le passif, tout compris et rien omis;

7. Approbation d'une situation comptable intérimaire;

8. Démission de l'administrateur unique et du commissaire aux

comptes actuellement en fonction et décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de l'assemblée générale décidant le transfert du siège de la Société en Italie ;

9. Nomination, en conformité avec la législation italienne, pour une durée indéterminée, sauf révocation ou démission, d'un ou plusieurs nouveaux gérants;

10. Délégation de pouvoirs;

11. Radiation de la Société du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès qu'elle aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises ("*Registro Imprese*") de Milan;

12. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence ; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée décide de réduire le capital social émis de la Société d'un montant de **trois millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent euros (3.499.500,- EUR)** pour le ramener de son montant actuel de **trois millions cinq cent trente et un mille**

euros (3.531.000,- EUR) à trente et un mille cinq cent euros (31.500,- EUR), par l'annulation de **trois millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent (3.499.500)** actions émises par la Société ECO GROUP S.A. et sans remboursement aux actionnaires, le montant de **trois millions quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent euros (3.499.500,- EUR)** étant affecté à une réserve disponible et librement distribuable.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Délai de remboursement :

Il doit être noté qu'en conformité avec l'article 69.2 de la Loi, les créanciers dont la créance est antérieure à la date de la publication au Mémorial du procès-verbal de délibération peuvent, dans les trente (30) jours à compter de cette publication demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés, la constitution de sûretés. Le président ne peut écarter cette demande que si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires compte tenu du patrimoine de la société.

En conformité avec l'article 69.3 de la Loi, aucun paiement ne pourra être effectué au profit des actionnaires, tant que les créanciers n'auront pas obtenu satisfaction ou que le magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés n'aura pas décidé qu'il n'y a pas lieu de faire droit à leur requête.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide:

- de transférer le siège social de la Société du Luxembourg à Milan en Italie et, par conséquent, de reconnaître le changement de nationalité de la Société avec transformation d'entité de droit luxembourgeois en une entité de droit italien, sous réserve de l'homologation de ce transfert de siège par les autorités italiennes compétentes;

- d'établir le siège social de la Société en Italie à I-20123 Milan, Piazza Pio XI, 1, et de conserver tous les livres et dossiers comptables de la Société au siège social, pour les besoins de l'article 2478 du Code

Civil italien;

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que, dès lors, aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec le changement envisagé.

Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société et que la décision de changement de nationalité est prise à l'unanimité des voix des actionnaires existants.

Elle constate également:

* que la Société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;

* que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide:

- de changer la forme sociale de la Société d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée soumise aux dispositions légales et réglementaires applicables aux "*Società à responsabilità limitata*" de droit italien;

- de changer le nom de la Société de "**ECO GROUP S.A.**" en "**M.A.S. HOLDING S.r.l.**";

- de confirmer le capital social, suite à la réduction du capital qui précède, de **trente et un mille cinq cent euros (31.500,- EUR)**, représenté par une part (quota) de dix mille euros (31.500,- EUR) à attribuer aux associés;

- de fixer le terme de la Société au 31 décembre 2050; et

- de modifier et de procéder à une refonte des statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi italienne et de leur donner la teneur suivante, étant entendu que les formalités prévues par la loi italienne en vue de faire adopter ces nouveaux

statuts en conformité avec la loi italienne devront être accomplies:

**“STATUTO DI SOCIETA' A RESPONSABILITA' LIMITATA
DENOMINAZIONE – SEDE - OGGETTO - DURATA**

ARTICOLO 1 DENOMINAZIONE

E' costituita una società a responsabilità limitata con la denominazione
"M.A.S. HOLDING S.R.L.".

ARTICOLO 2 SEDE

La società ha sede in Milano.

La società può istituire o sopprimere sedi secondarie, unità locali, agenzie e rappresentanze in Italia e all'estero.

ARTICOLO 3 OGGETTO

La società ha per oggetto l'attività, in Italia e all'estero, di:

- esercizio non nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni e, in via non prevalente, di concessione di finanziamenti in qualsiasi forma non nei confronti del pubblico, essendo espressamente e tassativamente esclusa la raccolta di risparmio tra il pubblico o il rilascio di garanzie sotto qualsiasi forma nei confronti del pubblico nonché qualsiasi attività che comporti o determini l'obbligo di iscrizione nell'elenco generale ai sensi dell'art. 106 del Decreto Legislativo 385/1993 (T.U.B.);

La società può compiere tutte le operazioni commerciali, immobiliari e finanziarie che saranno ritenute utili dall'organo amministrativo per il conseguimento dell'oggetto sociale, nonché assumere interessenze o partecipazioni in altre società aventi oggetto analogo o connesso al proprio, con esclusione di attività finanziarie nei confronti del pubblico;

- prestazioni di consulenza e coordinamento tecnico in campo immobiliare attinenti al settore organizzativo, degli approvvigionamenti e della pianificazione strategica, tecnica e operativa, ivi comprese:

I) le analisi e gli studi relativi all'acquisizione e valorizzazione di attività/società immobiliari;

II) la strutturazione delle relative operazioni;

III) le ricerche di mercato;

IV) l'elaborazione dei dati per conto terzi;

V) la predisposizione e/o valutazione di studi di fattibilità e di analisi di sensitività, il tutto con esclusione di ogni attività riservata per legge a professionisti iscritti in appositi albi;

- l'acquisto, la vendita, la permuta, la costruzione, la ristrutturazione, per conto proprio e di terzi (anche mediante appalto o subappalto e mediante associazione in partecipazione) di beni immobili di qualunque natura, nonché la locazione - purchè non finanziaria- e la gestione degli immobili di cui la società, a qualunque titolo, abbia la proprietà, altro diritto reale, anche di godimento e/o la disponibilità.

Per il raggiungimento dell'oggetto sociale la società, inoltre, potrà:

- svolgere attività finanziarie, prestare fidejussioni, avalli e garanzie in genere, anche a fronte di obbligazioni di terzi il tutto non nei confronti del pubblico ed in via non prevalente;

- erogare e ricevere finanziamenti all'interno del gruppo di appartenenza da società controllanti, controllate, collegate o controllate da una stessa controllante o comunque appartenenti al gruppo, ai sensi della normativa vigente; resta esclusa la fattispecie di cui al punto 3) del comma 1 dell'art. 2359 del codice civile;

- concedere garanzie anche reali per garantire finanziamenti accordati a società facenti parte o riconducibili al medesimo gruppo o per garantire mutui contratti da promittenti acquirenti della società.

ARTICOLO 4 DURATA

La durata della società è stabilita fino al 31 dicembre 2050, salvo proroga o anticipato scioglimento.

ARTICOLO 5 RAPPORTI CON LA SOCIETA'

Il domicilio dei soci, per quanto concerne i rapporti con la società, è quello risultante dal registro delle imprese.

In caso di variazione delle persone dei soci, della misura della partecipazione spettante a ciascuno, dei versamenti fatti sulle partecipazioni, del domicilio e degli indirizzi telefax e di posta elettronica, i soci sono tenuti a darne pronta comunicazione all'organo amministrativo.

CAPITALE E PARTECIPAZIONI

ARTICOLO 6 CAPITALE

Il capitale sociale è di euro 31.500,00 (trentunomilacinquecento virgola zero zero), diviso in quote ai sensi di legge.

Nei limiti delle disposizioni di legge e di statuto, il capitale sociale può essere aumentato con offerta di nuove partecipazioni a terzi.

Il capitale sociale può essere ridotto per perdite pur in mancanza di

previo deposito rispetto all'assemblea della situazione patrimoniale presso la sede della società.

ARTICOLO 7 CONFERIMENTI E FINANZIAMENTI

Nei limiti e sulla base dei presupposti eventualmente previsti dalla normativa vigente, possono essere conferite tutte le entità suscettibili di valutazione economica consentite dalla legge.

Con il consenso di tutti i soci la società può assegnare partecipazioni non proporzionali ai conferimenti effettuati sia in sede di costituzione, sia in occasione di successivi aumenti del capitale sociale.

I soci possono finanziare la società con versamenti fruttiferi o infruttiferi, con obbligo di rimborso, ovvero effettuare apporti a patrimonio senza obbligo di rimborso, in conformità alle vigenti disposizioni normative e regolamentari, fermo restando quanto previsto dall'articolo 2467 c.c.

La società, con decisione assembleare dei soci, può emettere titoli di debito alle condizioni e nei limiti previsti dalla legge.

ARTICOLO 8 PARTECIPAZIONI

Le partecipazioni sociali rappresentano una quota del capitale e sono divisibili.

Il trasferimento di partecipazioni, di parte di esse e di diritti di sottoscrizione, nonché il trasferimento o la costituzione di diritti reali sulle medesime, devono avvenire con l'osservanza delle seguenti disposizioni.

In caso di alienazione della partecipazione, di parte di essa o del diritto di sottoscrizione, nonché di trasferimento o costituzione di diritti reali sulla medesima, a titolo oneroso o gratuito, spetta a ciascun socio il diritto di prelazione, in proporzione alla partecipazione al capitale posseduta e con diritto di accrescimento per la parte eventualmente non acquistata dagli altri. Qualora l'alienazione sia prevista verso un corrispettivo diverso dal denaro, i soci che intendono esercitare il diritto di prelazione devono versare il medesimo corrispettivo, se fungibile, ovvero una somma di denaro di pari valore, se infungibile. Qualora l'alienazione sia a titolo gratuito, i soci che intendono esercitare il diritto di prelazione devono corrispondere una somma di denaro corrispondente al valore della partecipazione. La determinazione del valore del corrispettivo infungibile e della partecipazione alienata a titolo gratuito è effettuata d'accordo tra le parti, ovvero da un arbitratore, ai

sensi dell'articolo 1349 c.c., sulla base dei criteri previsti dalla legge pro tempore vigente, designato d'accordo tra le parti ovvero, in caso di disaccordo, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti ed Esperti Contabili del luogo ove ha sede la società. Il medesimo procedimento di arbitraggio trova applicazione anche in caso di alienazione della partecipazione verso un corrispettivo fungibile qualora insorga contestazione tra le parti in ordine al valore della partecipazione offerta in prelazione.

I limiti alla circolazione delle partecipazioni di cui sopra operano secondo le seguenti modalità:

- il socio che intenda alienare la sua partecipazione, parte di essa o il suo diritto di sottoscrizione, nonché trasferire o costituire diritti reali sulla medesima deve darne comunicazione all'organo amministrativo e agli altri soci, indicandone l'ammontare, il corrispettivo offerto e i dati identificativi dell'offerente;
- entro trenta giorni dal ricevimento della comunicazione, i soci devono esercitare i diritti loro spettanti, ovvero rinunciarvi;
- qualora il socio alienante non riceva alcuna comunicazione entro trenta giorni dalla data in cui gli altri soci e l'organo amministrativo hanno ricevuto la sua prima comunicazione, egli sarà libero di alienare la sua partecipazione, parte di essa o il suo diritto di sottoscrizione, nonché di trasferire o costituire diritti reali sulla medesima con le modalità ivi specificate;
- i soci che esercitano il diritto di prelazione devono contestualmente impegnarsi a versare il corrispettivo relativo alla partecipazione o al diritto di sottoscrizione di loro spettanza, nonché, se intendono avvalersi del diritto proporzionale di accrescimento, anche della partecipazione o del diritto di sottoscrizione eventualmente inoptato dagli altri soci; nei successivi trenta giorni, le parti sono obbligate ad effettuare la cessione della partecipazione o del diritto di sottoscrizione, nei modi e nelle forme previste dalla legge;
- tutte le comunicazioni di cui sopra devono essere effettuate mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento o messaggio di posta elettronica certificata.

I trasferimenti e gli atti in violazione delle presenti disposizioni sono inefficaci nei confronti della società e i soci lesi hanno il diritto di

riscattare dai terzi le partecipazioni acquistate alle medesime condizioni.

Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per atto tra vivi:

* in caso di alienazione in favore del coniuge o di parenti in linea retta del socio alienante;

* in caso di intestazione o reintestazione fiduciaria;

* in caso di cessione a società controllanti, controllate e collegate.

Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per successione a causa di morte.

ARTICOLO 9 RECESSO

I soci hanno diritto di recedere nei casi e con gli effetti previsti dalla legge.

Il recesso è esercitato mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento o messaggio di posta elettronica certificata spediti alla società.

Salve le ipotesi in cui il diritto di recesso non dipenda dal verificarsi di una specifica causa, la spedizione della raccomandata deve avvenire, a pena di decadenza, entro quindici giorni decorrenti: (a) dall'iscrizione nel registro delle imprese della deliberazione che ne è causa; (b) dal momento in cui il socio ha avuto conoscenza della causa di recesso, se la specifica causa non consiste in una deliberazione.

Fatto salvo quanto disposto dalla legge, non vi sono cause convenzionali di recesso.

ASSEMBLEA E DECISIONI DEI SOCI

ARTICOLO 10 CONVOCAZIONE

L'assemblea è convocata da ciascun amministratore o da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

La convocazione dell'assemblea è effettuata con avviso spedito ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza mediante lettera raccomandata, telefax o posta elettronica al domicilio risultante dal registro delle imprese.

Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo, e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

L'assemblea dei soci può essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché in un paese dell'Unione Europea o in Svizzera.

Pur in mancanza delle formalità di convocazione, l'assemblea si reputa validamente costituita in presenza delle condizioni richieste dalla legge

pro tempore vigente.

ARTICOLO 11 INTERVENTO E VOTO

Hanno diritto di intervenire all'assemblea coloro che risultano legittimati in base alle condizioni richieste dalla legge pro tempore vigente.

Ciascun socio avente diritto ad intervenire può farsi rappresentare, anche da un non socio, purché con delega rilasciata per iscritto.

L'assemblea può svolgersi con interventi dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che: (a) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione; (b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione; (c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno. La riunione si ritiene svolta nel luogo ove sono presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

Il diritto di voto spetta ai soci nella misura prevista dalla legge.

ARTICOLO 12 PRESIDENTE E VERBALIZZAZIONE

L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione, ovvero, in caso di loro mancanza o rinuncia, da una persona designata dall'assemblea stessa.

Delle riunioni assembleari si redige un verbale a cura del segretario, designato dall'assemblea stessa, e sottoscritto da lui stesso oltre che dal presidente.

Nei casi di legge e quando il presidente dell'assemblea lo ritenga opportuno, il verbale è redatto da un notaio. In tal caso, l'assistenza del segretario non è necessaria.

ARTICOLO 13 CONSULTAZIONE SCRITTA E CONSENSO ESPRESSO PER ISCRITTO

Le decisioni dei soci possono essere adottate, nei limiti previsti dalla legge, anche mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, a condizione che siano rispettati i

principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che: (a) dai documenti sottoscritti dai soci risulti con chiarezza l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa; (b) ad ogni socio sia concesso di partecipare alle decisioni e tutti gli amministratori e il/i componente/i dell'organo di controllo, se nominato/i, siano informati della decisione da assumere; (c) sia assicurata l'acquisizione dei documenti sottoscritti agli atti della società e la trascrizione della decisione nei libri sociali, con l'indicazione della data in cui essa si è perfezionata e in cui è stata trascritta; (d) sia rispettato il diritto, in quanto spettante agli amministratori ed ai soci in virtù dell'art. 2479 c.c., di richiedere che la decisione sia adottata mediante deliberazione assembleare.

ARTICOLO 14 MAGGIORANZE

Fermo restando quanto inderogabilmente previsto dalla legge con riguardo a specifiche decisioni, le deliberazioni assembleari e le decisioni dei soci sono assunte con il voto favorevole di una maggioranza che rappresenti almeno la metà del capitale sociale.

AMMINISTRAZIONE E CONTROLLO

ARTICOLO 15 AMMINISTRATORI

La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in occasione della relativa nomina: (a) da un amministratore unico; (b) da un consiglio di amministrazione composto da due a sette membri; (c) da due a sette amministratori con poteri disgiunti o congiunti.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna precisazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione.

Per organo amministrativo si intende, a seconda dei casi, l'amministratore unico, il consiglio di amministrazione, oppure l'insieme degli amministratori disgiunti o congiunti.

ARTICOLO 16 DISPOSIZIONI COMUNI AGLI AMMINISTRATORI

Gli amministratori possono essere non soci, sono rieleggibili e sono assoggettati al divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c.

Gli amministratori sono nominati per il periodo determinato dai soci o a tempo indeterminato.

Essi decadono dalla carica nei casi previsti dalla legge pro tempore vigente o dallo statuto.

Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un compenso annuale in misura fissa, ovvero in misura proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

Gli amministratori possono essere sempre revocabili con decisione dei soci senza preavviso e non è dovuto risarcimento anche in caso di revoca senza giusta causa.

ARTICOLO 17 AMMINISTRATORE UNICO

All'amministratore unico competono tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, salvo quanto disposto dalla legge, dal presente statuto e salvo quanto eventualmente stabilito in sede di nomina, fermo restando quanto previsto dall'articolo 2475 bis, comma 2, c.c.

ARTICOLO 18 CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE

Al consiglio di amministrazione spettano tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, salvo quanto disposto dalla legge e dal presente statuto.

Il consiglio di amministrazione può delegare, nei limiti previsti dalla legge, i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, o parte di essi, ad uno o più amministratori delegati, nonché ad un comitato esecutivo.

Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente.

Il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

La convocazione avviene con avviso spedito a tutti gli amministratori e al/ai componente/i dell'organo di controllo, se nominato/i, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto

ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima.

Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo, e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in un paese dell'Unione Europea o in Svizzera.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza formale convocazione, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed il/i componente/i dell'organo di controllo, se nominato/i.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, a condizione che: (a) siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo; (b) sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione; (c) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione; (d) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere e trasmettere documenti.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione, assunte con adunanza dello stesso, è necessaria la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con il voto favorevole della maggioranza dei presenti. In caso di parità di voti, la proposta si intende respinta.

Delle deliberazioni della riunione si redige a cura del segretario un verbale, sottoscritto dal presidente e dal segretario, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Le decisioni del consiglio di amministrazione, nei limiti previsti dalla legge, possono anche essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, a condizione che: (a) sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione; (b) dai documenti sottoscritti dagli amministratori risultino con chiarezza

l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa, da parte della maggioranza degli amministratori in carica; (c) siano trascritte senza indugio le decisioni nel libro delle decisioni degli amministratori e sia conservata agli atti della società la relativa documentazione; (d) sia concesso ad almeno due amministratori di richiedere l'assunzione di una deliberazione in adunanza collegiale.

Qualora venga a mancare la maggioranza degli amministratori componenti il consiglio in carica, in caso di numero dispari, ovvero la metà, in caso di numero pari, cessano tutti gli amministratori. Gli amministratori rimasti in carica provvedono affinché i soci possano nominare i nuovi amministratori.

Per tutto quanto non stabilito dal presente statuto in tema di funzionamento del consiglio di amministrazione, si applicano le norme dettate in tema di società per azioni, in quanto compatibili.

ARTICOLO 19 AMMINISTRATORI DISGIUNTI O CONGIUNTI

In caso di nomina di più amministratori, senza formazione di un consiglio di amministrazione, ad essi spettano tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, salvo quanto inderogabilmente disposto dalla legge.

La decisione di nomina stabilisce se detti poteri spettano, in tutto o in parte, in via disgiunta, in via congiunta tra tutti, in via congiunta tra due o più amministratori, a maggioranza o in altro modo.

Ove alla decisione di nomina non risulti se il potere di compiere una determinata tipologia di atti spetti agli amministratori in via disgiunta, in via congiunta o in altro modo, si deve intendere che esso spetti a tutti gli amministratori in via congiunta.

Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione, salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla società.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intenda compiere, sull'opposizione decidono tutti gli amministratori a maggioranza.

ARTICOLO 20 RAPPRESENTANZA

La rappresentanza della società spetta, a seconda dei casi: (a) all'amministratore unico; (b) al presidente del consiglio di

amministrazione, ai singoli consiglieri delegati, se nominati, ed al presidente del comitato esecutivo, se nominato; (c) agli amministratori disgiuntamente o congiuntamente, secondo le medesime modalità con cui sono stati attribuiti i poteri di amministrazione.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

ARTICOLO 21 ORGANO DI CONTROLLO

In presenza delle condizioni che ne rendono obbligatoria la nomina o comunque qualora lo decidano i soci, la società nomina un organo di controllo monocratico o collegiale, composto di tre membri effettivi e due supplenti, ovvero un revisore o una società di revisione, ai sensi dell'articolo 2477 c.c., secondo quanto stabilito dalla legge pro tempore vigente.

All'organo di controllo monocratico o collegiale, sia in caso di nomina volontaria, sia in caso di nomina obbligatoria, si applicano le disposizioni previste per la società per azioni.

Ove opportuno, le riunioni possono svolgersi per audioconferenza o teleconferenza, secondo quanto stabilito in tema di riunioni consiliari.

ARTICOLO 22 REVISIONE LEGALE DEI CONTI

Con decisione dei soci la funzione di revisione legale dei conti è attribuita all'organo di controllo o al revisore o alla società di revisione.

BILANCIO-UTILI-SCIoglimento

ARTICOLO 23 ESERCIZI SOCIALI E BILANCIO

Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio, l'organo amministrativo procede alla redazione del bilancio a norma di legge.

Il bilancio è presentato ai soci entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio, ovvero entro 180 giorni da tale data, nei limiti ed alle condizioni previsti dall'articolo 2364, secondo comma, c.c.

ARTICOLO 24 UTILI E DIVIDENDI

Gli utili risultanti dal bilancio regolarmente approvato, previa deduzione della quota destinata a riserva legale, possono essere destinati a riserva o distribuiti ai soci, secondo quanto dagli stessi deciso.

Se il capitale è determinato in misura inferiore a euro 10.000,00 (diecimilavirgolazerozero), occorre osservare quanto stabilito all'articolo 2463, ultimo comma, c.c.

ARTICOLO 25 SCIOGLIMENTO

In caso di scioglimento della società, l'assemblea nommera uno o più liquidatori determinandone i poteri con application des dispositions prevues dalla legge.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide que par le transfert de son siège social en Italie la Société emporte en Italie tous ses avoirs, tout son actif et tout son passif, tout compris et rien excepté, sans dissolution de la Société et sans qu'il soit procédé à sa liquidation, elle continuera d'exister dorénavant sous la nationalité italienne avec le maintien de sa personnalité morale.

L'Assemblée décide d'approuver la situation comptable de la Société telle qu'elle a été rédigée par le conseil d'administration en fonction et soumise à l'Assemblée avant le transfert du siège social de la Société; cette situation comptable étant à considérer comme comptes de clôture au Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Italie.

Le premier exercice social de la Société en Italie se terminera le 31 décembre 2017.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et leur accorde, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de nommer, en conformité avec la législation italienne, pour une durée indéterminée, sauf révocation ou démission, Monsieur Daniele **CREMONESI**, né le 24 avril 1973 à Lodi (Italie), de nationalité italienne, demeurant au 51, Via Pandina, Mulazzano (Italie), code fiscal italien CRMDNL73D24E648Y, comme gérant unique, avec les pouvoirs lui conférés par les nouveaux statuts italiens.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de conférer à Monsieur Daniel **CREMONESI**, prénommé, tous pouvoirs en vue d'accomplir individuellement, avec pouvoir de substitution, toutes les formalités

nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelconque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la société.

En outre, Monsieur Daniel **CREMONESI**, prénommé, est autorisé, avec pouvoir de substitution, à entreprendre toute procédure nécessaire, et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la Société en tant que société de droit italien et, d'autre part, la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de conférer tout pouvoir au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la Société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la Société en Italie auprès du Registre des Entreprises ("*Registro Imprese*") de Milan.

Tous documents relatifs à la Société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à l'ancien siège social au Luxembourg.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée constate que le transfert du siège social en Italie avec changement de nationalité de la Société sera effectif dès l'accomplissement des formalités d'immatriculation au Registre des Entreprises (« Registro Imprese ») de Milan. La société sera radiée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sur base de la production d'un extrait d'inscription du registre des entreprises de Milan.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance et ajourne l'Assemblée.

FRAIS

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont

mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à trois mille cent euros (EUR 3.100,-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé : BECKER, RASO, ARRENSDORFF

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 décembre 2016

Relation : 1LAC/2016/41838

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signe) MOLLING

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 12 janvier 2017